

FAITS MARQUANTS

Environnement économique

- **Economie française anémiée** fonctionnant à **35% en-dessous de la normale** (-49% hors loyers). *Insee*
 - Nouvelle révision des prévisions de Rexecode : **PIB à -8,5%** et **déficit public à -10,7%** du PIB (**dette publique à 117,6%**) en 2020, puis PIB à +6,5% et déficit public à -6,1% en 2021
 - **Déficit de la Sécurité sociale à plus de 41 mds €** en 2020
 - **Climat des affaires : -33 pts en avril** selon l'Insee (plus bas niveau historique à 62)
 - **Record historique de baisse de l'indice PMI composite** en avril à **11,2** contre 28,6 en mars, le secteur des services étant le plus touché avec un indice à 10,4, contre 27,4 en mars
 - **Environ 30% des chantiers ont repris** selon la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI)
- Confirmation de la violence du choc économique : **des indicateurs toujours plus catastrophiques**
 - **USA** : 26 M de personnes inscrites à l'assurance-chômage en 5 semaines (taux de chômage > 20% ?)
 - **Zone euro** : indice PMI à un plus bas à 13,5, après 27,9 en mars, celui des services, de loin les plus touchés, à 11,7, contre 26,4 en mars, soit une contraction d'au moins 7,5% du PIB au 2^e trimestre
 - **Allemagne** : indice PMI à 17,1 contre 35 en mars ; indice des services en repli à 15,9 (31,7 en mars)
- Saturation du **marché pétrolier** : une première depuis 1983, le prix du **baril WTI** est devenu **négatif à -37\$**
- **Acceptation en collatéral par la BCE des dettes dégradées en high yield**, pour enrayer la fragmentation du marché euro, mais exclusion de l'achat de dettes publiques sur le marché primaire

Contexte sociétal / ménages

- **La perspective du déconfinement suscite un regain d'inquiétude**
 - **66%** des Français se disent « **inquiets** » concernant le début du déconfinement le 11 mai. *Elabe*
 - Le sentiment que « **le pire est devant nous** » repart à la **hausse** (44%, +4pts en 3 jrs). *BVA*
 - Les Français préfèrent un déconfinement progressif, sur plus de 2 mois (38%), voire reporté (25%). *BVA*
- **Transports, retour à l'école et reprise du travail cristallisent le scepticisme des Français.**
 - Seuls 32% des Français pensent qu'ils pourront « se déplacer normalement » le 11 mai et 33% des parents pensent que leurs enfants retourneront à l'école. *BVA*
 - 34% des actifs ne sont « pas prêts » à retourner sur leur lieu de travail (40% de ceux qui sont en télétravail). *Harris Interactive*
- **Le port du masque suscite l'adhésion et « rassure »**, mais l'incertitude demeure sur la disponibilité.
 - 94% trouvent « une bonne chose » de rendre obligatoire le port du masque dans les transports (*Harris Interactive*), mais seuls 26% estiment que « tout le monde pourra disposer de masques » le 11 mai (*BVA*).
 - 49% des Français utiliseraient l'application mobile si elle était proposée par le gouvernement. *Elabe*
- **Près de 6%** de la population aurait été **contaminée** (Institut Pasteur), mais 20% des Français pensent avoir eu le Covid-19 (yc « c'est possible »), contre 16% en Allemagne, 7% en Italie, 12% aux USA (*Kantar*).

POINTS D'ALERTE

- Tendance au **relèvement des prévisions de taux de défaut** : +8% selon S&P Global Ratings et Moody's au cours des 12 prochains mois en Europe pour la **high yield**
- **Epuisement potentiel en octobre du programme d'achats d'actifs (PEPP) de la BCE (750 Md€)** au rythme actuel d'achats de 70,7 Md€ en 3 semaines
- **Accord seulement sur le principe d'un plan de relance en Europe** entre 500 et 1.500 Md€ par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE
- **Excès d'épargne forcée** due au confinement (1.300 Md€ en Europe au T2 et 55 Md€ pour la France en 8 semaines) mais une reprise de la consommation graduelle
- **Baisse de la production de pétrole** (20 M de barils par jour) insuffisante pour compenser l'effondrement de la demande (30 millions de bpj)

CHIFFRES CLÉS

Préoccupations fortes (notes 8-10) par pays

	L'accès aux biens essentiels	Être malade / prendre soin d'un proche malade	Les conséquences de la crise sur la société	Soutient l'action du gouvernement (note 8-10)
France	18	37	39	19
Allemagne	21	29	40	37
Italie	31	53	56	35
Espagne	32	60	66	26
UK	34	46	53	50

Source : Toluna / Harris Interactive

FOCUS ENTREPRISES

- Le confinement ampute près de la moitié (49%) de l'activité marchande (hors loyers) par rapport « à la normale » (Insee, 23 avril)
- Tous les secteurs subissent une baisse de leur activité, mais son ampleur varie fortement :
 - Secteurs quasi à l'arrêt : automobile, métallurgie, fabrications de machines et équipements, transport de passagers, l'hébergement-restauration, le travail temporaire et la construction.
 - Secteurs très affectés : textile, transport de marchandises, information et communication, commerce
 - Relativement moins impactés : pharmacie, chimie, agriculture, agroalimentaire

- 49 %

Baisse de l'activité économique du secteur marchand (hors loyers) par rapport « à la normale » (Insee)

Analyse TPE/PME (Enquête CPME, réalisée du 2 au 12 avril)

- 60% des TPE-PME constatent une baisse de leur activité supérieure à 50% en mars
- Plus de la moitié des dirigeants craignent la faillite de leur entreprise (la situation de trésorerie est critique pour plus d'un tiers des TPE-PME et les retards de paiement sont nombreux)
- 80% des dirigeants s'estiment bien informés sur le plan d'urgence et bien soutenus par leur banque
- 83% des TPE-PME ont fait une demande de chômage partiel et 28% ont eu recours au PGE (21% prévoient de le faire prochainement)

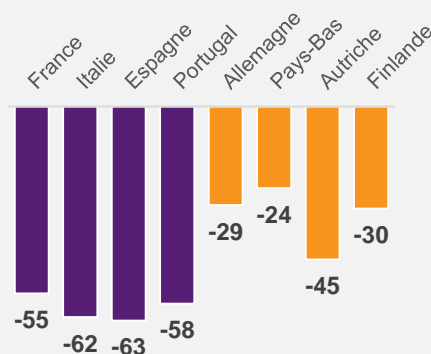
Analyse ETI (Enquête du Mouvement des Entreprises de Taille Intermédiaire, réalisée les 17 et 18 avril)

- Les ETI estiment une baisse de 53% de leur activité en avril (ils l'estimaient à -58% la semaine dernière).
- 64% des ETI interrogées ont recours au PGE
 - 93 % des ETI ayant fait une demande de PGE sont en attente de déblocage des fonds.
 - Le délai de réponse des banques est jugé bon ou satisfaisant dans 80% des cas.
 - Simplifications souhaitées : clarification des règles d'attribution, syndication des banques.
- 87 % ont recours au chômage partiel ... mais 95 % n'ont reçu aucun remboursement pour mars.
- 74 % des ETI anticipent des difficultés après le 11 mai (surtout liées aux exigences sanitaires).

Le soutien public

- Prêt garanti par l'Etat (PGE) :
 - près de 40 Md€ à 251 000 entreprises, montant moyen de 140 000 € (21/04)
 - Taux de refus entre 2 et 3 % (procédure collective, fort endettement ou trésorerie suffisante ; source BPI)
- Chômage partiel : 10,2 M de salariés (54 % de l'emploi privé)
- Arrêts de travail : 3,2 M d'arrêts de travail enregistrés (dont 2,3 M pour les gardes d'enfants)
- Fonds de solidarité : 1Md€ versés à 700 000 TPE-indépendants
- Renforcement des mesures de soutien aux secteurs les plus touchés (hôtellerie, café-restauration, tourisme, sport, culture...), notamment : exonération de cotisations sociales, accès au fonds de solidarité élargi, hausse du plafond de subvention

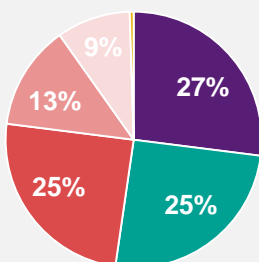
Baisse de fréquentation des lieux de travail au 11/04
(Google, Rexecode)



Conditions d'exercice de l'activité professionnelle des salariés

(Semaine du 23 mars, en % de salariés – Enquête Ameco-Covid, Dares)

- Travail sur site ou sur chantiers
- Télétravail ou travail à distance
- Chômage partiel complet
- Arrêt maladie / garde d'enfants
- Congés
- Exercice du droit de retrait



Par taille d'entreprise (tranches d'effectif salariés)

